

2^{es} Rencontres VRM

Plénière : « Identités et territoires en recomposition : Quels défis pour les villes et les régions? »

École d'architecture de l'Université Laval, Québec

29 octobre 2010

Par Annie-Claude Labrecque

Afin de conclure cette journée d'échanges, trois personnes ont été mandatées pour revenir sur les éléments clés qui ont marqué les discussions. Voici un résumé de leurs commentaires ainsi que de ceux des participants à l'événement.

Johanne BROCHU, professeure à l'ÉSAD, Université Laval

Bien que les thèmes abordés au cours de la journée soient riches et complexes, il est tout de même possible de faire ressortir trois éléments clés des échanges. Premièrement, l'ancrage identitaire, culturel et même politique à un lieu est grandement étudié et analysé par les experts du milieu, mais également par les institutions. L'objectif est de répondre à un désir de prise en charge de l'espace par des démonstrations de planification. Deuxièmement, on note la nécessité d'élaborer une vision à l'échelle des territoires ainsi que le besoin de détachement face aux outils. La vision d'un devenir commun est souvent difficile à élaborer parce que la question instrumentale est omniprésente. Troisièmement, les intervenants ont beaucoup parlé de processus, mais peu de substance. Alors que beaucoup de connaissances et d'informations sont produites, l'urbanisme (surtout dans les agglomérations), ne semble se réduire qu'à une suite de règlements et de processus. Il se vide de sa substance pour être ramené à la gestion des procédures.

Ces trois éléments mettent à jour trois enjeux liés à la question paysagère. Ceux-ci peuvent être formulés sous forme de questions. Premièrement, comment transposer, au niveau territorial (régional), la prise en charge de lieux et de leur matérialité? Il est important de réfléchir sur la manière de penser le territorial, mais sans tomber dans le règlement ou dans les outils de gestion. Deuxièmement, comment s'émanciper de « la peur du plan » instaurée depuis les années 1970 au profit de la démocratie et de la concertation? Il devient difficile, en contexte urbain surtout, de prendre en charge le territoire parce qu'on refuse d'assumer le plan qui impose des choix et une caractérisation quelque peu objective des milieux. Finalement, est-ce qu'un projet territorial peut être une transposition d'un projet d'intervention ciblé? Possiblement que sans ce contexte, une transposition risquerait une atomisation du territoire, territoire attaché à une identité administrative. Ceci irait à l'encontre du but visé qui est la prise en charge globale du paysage.

Pierre J. HAMEL, professeur à l'INRS – Urbanisation Culture Société

Pour M. Hamel, un des éléments importants de la journée est le changement, plus précisément le changement comme une continuité. Il y a modification, évolution et glissement rapide (sur 5 ou 10 ans) des notions de territoire, de paysage et de quartier. Cette mouvance laisse percevoir

une perméabilité, une porosité des milieux, surtout des milieux ruraux. Le monde rural, qui vit plusieurs conflits d'usage, une modification des activités et une perte de pouvoir des agriculteurs, ne peut plus se définir seulement par l'agriculture. Dans ces conditions, si les paysages évoluent si rapidement, à quoi sert de les préserver? Pourquoi ne pas simplement accepter l'évolution et le changement? Dans plusieurs cas, les ajouts au paysage, considérés à la base comme une nuisance ou un élément dénaturisant (les éoliennes par exemple), peuvent finir par s'intégrer au territoire et devenir le paysage, le gratifier, en faire un attrait touristique.

Dans un autre ordre d'idées, il faut comprendre que la notion de paysage est une nouveauté. La protection des paysages est un nouvel enjeu moussé par des villégiateurs retraités ou urbains désirant préserver un milieu qui répond à leurs besoins. Ainsi, la beauté du paysage peut primer sur les besoins locaux en emplois découlant d'un projet modifiant le paysage.

Le vieillissement de la population est également un élément influençant la perception du territoire et du besoin de protection. Pour certains retraités ou personnes âgées, il n'y a pas d'intérêt à investir pour protéger des acquis ou pour protéger des paysages. Ceux-ci n'en tirent aucun avantage direct. Dans ce contexte, à quoi sert de préserver si la population n'est pas intéressée? Finalement, comment penser le paysage ou le territoire à l'échelle régionale alors que les identités sont quelques choses de friables, modifiables et partielles? Les gens ne se déplaceront pas pour des consultations publiques sur les intérêts métropolitains, car pour eux, cette échelle territoriale n'existe pas, tout comme l'identité régionale.

Réjean LEMOINE, journaliste – Radio Canada

Le Québec a besoin d'un renouveau et celui-ci proviendra des régions, lieux d'expériences et d'initiatives intéressantes. En comparaison, les grandes villes font piètre figure. Les grandes institutions urbaines sont de plus en plus remises en question et les banlieues et périphéries sont aux prises avec plusieurs problèmes socio-économiques qui ont été évacués des villes. Les urbains des grandes villes semblent vivre dans un cocon où ce qui importe, c'est maximiser la qualité de vie au détriment des enjeux tels que l'immigration et l'environnement entre autres. Afin que la ville soit en mesure d'affronter dans un futur rapproché ces enjeux, il est temps de repenser l'identité urbaine et de refaire un contrat social. Il faut donc repenser la ville, son fonctionnement et ses institutions.

Il devient également important de combler le déficit des connaissances envers le milieu municipal, déficit occasionné par le désintérêt des gens envers le processus politique et la consultation et par le culte de la personnalité qui s'est installé en politique municipale. Les citoyens ne s'impliquent plus dans le développement de leur ville, ce qui a des répercussions sur la manière de construire la ville maintenant dépourvue d'outils face aux enjeux futurs. En comparaison, les milieux ruraux semblent avoir mis en place diverse outils et expériences qui ont permis de redynamiser leur région et de faire face à la musique des enjeux socio-économiques.

En dernier lieu, si les institutions sont remises en question, il faudrait également remettre en question les clercs et les fonctionnaires, bref ceux qui font les règlements. Il serait donc bénéfique de se détacher du règlementaire et se détacher des outils de règlementation qui sont trop souvent pris comme solution en soi.

Discussions

La question du règlement intéresse beaucoup les participants. Pour certains, il est malheureux de réduire l'urbanisme à la seule dimension du règlement et négliger ses deux autres composantes : le design urbain et la planification. L'urbanisme est considéré par secteurs, ce qui exacerbe les limites du règlement. Un bon exemple de cela serait le zonage qui facilement modifiable autant par les professionnels, les institutions que le citoyen, mais extrêmement complexe. Le règlement en urbanisme est néanmoins important parce qu'il détermine et normalise le respect des projets de planification et de design urbain. Il est également important, car il instaure une continuité écrite alors que les élus passent.

Il serait opportun de nuancer l'idée apportée lors de la plénière selon laquelle il y a un important désintérêt des citoyens face à la ville. Il faut davantage comprendre que l'utilisation de la ville se modifie dans le temps. Les gens vivent la ville de manières différentes sans pour autant se désintéresser d'elle. En fait, ce n'est pas parce que le citoyen ne s'intéresse pas à la gestion urbaine, à la règlementation ou aux institutions que ces éléments doivent être remis en question et leur légitimité questionnée. Toujours en lien avec ce propos, un intervenant mentionne l'exemple de la MRC de Lotbinière qui a décidé d'agir avec l'aide de divers partenaires communautaires, locaux et institutionnels afin de revitaliser la région et assurer son développement. La MRC a, en quelque sorte, pris la place des gouvernements municipaux. Ces initiatives ont permis d'instaurer de nouvelles relations avec les autres MRC (Beauce) et avec les villes environnantes (Lévis, Québec) et, par le fait même, assurer un partage de la croissance.

Il est vrai que la ville a de nombreux problèmes et qu'elle semble dépassée par ceux-ci, mais il n'y a rien de nouveau. Historiquement, la ville a toujours été mal préparée à affronter ses enjeux. Elle a toujours eu un comportement de réaction face à ceux-ci. Les institutions urbaines et les gouvernements locaux urbains ont toujours eu du mal à s'adapter aux changements. Cela étant, la situation au Québec n'est pas si pire. Il faut relativiser et peut-être se comparer à d'autres villes.

En dernier lieu, un intervenant mentionne que tous les outils sont imparfaits et ont leurs limites. Pour faire face à ces limites, il est souhaitable de les changer, les adapter et les amender afin qu'ils répondent davantage aux besoins, aux techniques et aux enjeux du moment. Mais adapter un règlement, un plan d'aménagement ou un zonage prend du temps. La consultation publique est aussi un outil imparfait. Elle peut être remise en question dans certaines conditions lorsqu'elle est mal utilisée ou utilisée au mauvais moment. Si la consultation publique n'est pas bien exploitée, elle devient contre-productive, ralentit le processus décisionnel et les négociations et peut même empêcher l'action.

*Propos recueillis et mis en forme par Annie-Claude Labrecque
15 novembre 2010*